

Ford Blanquefort : une décision avant le 28 janvier

- Par Le Figaro.fr avec AFP
- Mis à jour le 11/01/2019 à 15:08
- Publié le 11/01/2019 à 14:59

L'administration a annoncé aujourd'hui qu'elle avait jusqu'au 28 janvier pour homologuer ou non le "plan de sauvegarde de l'emploi" soumis par Ford pour son usine aux 850 emplois de Blanquefort (Gironde), que le constructeur automobile américain veut fermer. La Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi (Direccte) de Nouvelle-Aquitaine avait déclaré lundi le dossier de Ford incomplet.

» LIRE AUSSI : Ford ne quittera pas l'Europe, mais restructure ses activités

Selon un communiqué de la Direccte, Ford a fourni les éléments complémentaires le même jour et la Direccte "dispose désormais de 21 jours à compter du 7 janvier pour conduire l'instruction du dossier et rendre une décision", a-t-elle affirmé.

Refus d'une reprise de l'usine

Mi-décembre, Ford avait refusé une offre de reprise de l'usine de boîtes de vitesse formulée par la société franco-belge Punch-Powerglide, pourtant appuyée par l'Etat et les syndicats, qui ont accepté des conditions de travail moins favorables.

Le constructeur avait alors déposé son plan social le 21 décembre. La décision de Ford, qui était implanté à Blanquefort depuis 1972, avait provoqué une levée de boucliers générale, jusqu'au président de la République qui avait jugé l'attitude du constructeur "hostile et inacceptable".

"Les discussions continuent"

Depuis, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a assuré que "les discussions continuaient" pour convaincre Ford de ne pas fermer son usine et que l'Etat restait prêt à la racheter pour la revendre au repreneur Punch, dont il juge l'offre de reprise "solide industriellement".

Une opportunité de plus

Les syndicats ont accueilli aujourd'hui le délai nouveau communiqué par la Direccte comme une opportunité de plus pour Punch de "consolider encore son offre". "Par exemple en produisant des lettres d'intention (de commandes de boîtes de vitesse) de la part de constructeurs", démontrant "clairement que le +business plan+ peut être mis à exécution", a expliqué Vincent Alauze, délégué CGT de Ford-Blanquefort.

Une rencontre entre des représentants de l'intersyndicale et de Punch-Powerglide est prévue fin janvier, a-t-on précisé de source syndicale.

Hier, Ford a annoncé une vaste réorganisation de ses activités en Europe, qui se traduira par des suppressions d'emplois, que le constructeur n'a pas chiffrées, afin de relancer une compétitivité jugée insuffisante